

	possible. Dans l'hypothèse où ces IEE et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE pourra continuer hors du cadre des IEE.
GESTION ET EXÉCUTION	
<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)</b>	<p>Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement simplifiée avec le pays partenaire, la République démocratique du Congo.</p> <p>La mise en œuvre de cette action se fera en gestion directe, à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des subventions en octroi direct aux organismes chargés de la gestion ou en partenariat public-privé avec l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) pour Virunga, Garamba, Upemba et Salonga,</li> </ul> <p>La mise en œuvre de cette action se fera aussi en gestion indirecte, à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>une convention de contribution à un institut de recherche (CIFOR) ayant le statut d'organisation internationale et « pillar assessed » par la Commission européenne,</li> <li>une convention de contribution avec une organisation d'un État membre pour la mise en place de la cellule de coordination/assistance technique de l'action.</li> </ul> <p>La partie énergie sera mise en oeuvre par contribution à la Plateforme d'Investissement pour l'Afrique (AIP).</p>

## 1.2. Résumé de l'action

En RDC, les enjeux en matière de développement durable – que ce soit en matière d'environnement ou d'énergie – sont immenses.

L'importance planétaire que représentent la diversité biologique et les forêts de la République démocratique du Congo pour la protection de l'environnement est reconnue aux niveaux national et international. Malgré l'amélioration de la situation macro-économique et du contexte sécuritaire (sauf dans l'est du pays), le pays fait face à de multiples défis pour enrayer la perte progressive de sa biodiversité et de ses habitats naturels. La pression démographique, la pauvreté et le manque de ressources se traduisent par des menaces grandissantes sur les zones forestières et les aires protégées, que la faiblesse des institutions ne parvient pas à enrayer. En matière environnementale, le but de cette action est de contribuer à la protection et à la valorisation du capital unique du pays, en renforçant les liens entre les résultats en termes de conservation et l'augmentation concomitante des retombées économiques pour la population concernée.

Son 1<sup>er</sup> objectif est de préserver le capital environnemental et développer l'agriculture au profit des populations en s'appuyant sur 5 aires protégées majeures (déjà soutenues par le 11<sup>e</sup> FED) dont la valorisation des écosystèmes et de la biodiversité peut être un atout. Les résultats de cet appui se traduiront par (a) la préservation de l'intégrité des aires protégées et le maintien - voire l'augmentation - de leur valeur biologique grâce à une gestion à la fois efficace, participative et inclusive ; (b) des retombées tangibles, directes et indirectes en faveur de toutes les parties prenantes, qui doivent permettre (c) une forte sensibilisation environnementale parmi les communautés riveraines.

Le 2<sup>e</sup> objectif est de stimuler le développement agricole, piscicole et socio-économique local et de valoriser les services écosystémiques de ces 5 aires protégées au bénéfice des populations riveraines et en particulier les plus vulnérables. Cet objectif visera aussi à réduire la déforestation des écosystèmes naturels et d'augmenter la séquestration du carbone en gérant durablement les ressources naturelles autour de ces cinq aires protégées.

En matière d'énergie, la RDC se caractérise par un taux d'accès à l'électricité très faible (19 % de la population) alors que son potentiel en matière de production énergétique de source renouvelable est énorme. L'action proposée vise à améliorer l'accès de la population, en particulier rurale, à une énergie fiable et durable à travers des investissements structurants réalisés par le secteur privé. Le 3<sup>e</sup> objectif se concentre donc sur la fourniture de services énergétiques, soit en lien avec les aires protégées appuyées par le projet, soit en contribuant à l'Initiative pour le financement de l'électrification (ElectriFI). Cet instrument financier est une initiative de l'Union européenne spécifiquement conçue et dédiée à l'accélération de l'électrification rurale dans les pays en voie de développement. ElectriFI finance des solutions d'énergie renouvelable décentralisées en partenariat avec le secteur privé. A travers différents instruments financiers (apport en fonds propres, capital d'amorçage, dette senior permettant le financement d'investissements, garanties...), ElectriFI permet d'utiliser au mieux les fonds de développement, forcément limités par rapport à l'ampleur des investissements nécessaires en matière d'infrastructures, et de susciter des initiatives privées substantielles dans les énergétiques durables. Les activités ElectriFi pourront s'étendre sur l'ensemble du territoire de la RDC, selon l'émergence de projets d'investissements, et ce soutien se concrétisera à travers le Fonds européen pour le développement durable plus (FEDD+).

La contribution de l'UE pour cette action s'élèvera à 67 000 000 EUR : 46 500 000 EUR pour l'appui à l'environnement et à l'agriculture durable,